



CHAPITRE 78

CHAPTER 78

Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord An Act to amend the charter of the town of Montreal-North

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

[Assented to, the 5th of March, 1959]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Montréal-Nord a, par sa pétition, exposé:

Que sa population dépasse maintenant trente-cinq mille (35,000) âmes;

Que pour sa bonne administration il est nécessaire de modifier sa charte, qui remonte à la loi 5 George V, chapitre 108, et qui a été modifiée par les lois 8 George V, chapitre 95; 9 George V, chapitre 109; 10 George V, chapitre 98; 14 George VI, chapitre 107; 1-2 Elizabeth II, chapitre 79; 2-3 Elizabeth II, chapitre 85; 4-5 Elizabeth II, chapitre 91, et 6-7 Elizabeth II, chapitre 72;

Qu'étant jusqu'à la loi de 1957-58, 6-7 Elizabeth II, chapitre 72, une municipalité aidée par la Commission métropolitaine de Montréal, elle n'a pas pu bénéficier de clauses législatives spéciales comme d'autres villes en ont obtenues;

Qu'entre autres la réglementation de la construction et du zonage telle qu'effectuée par ladite commission, est controversable et ne convient pas aux progrès de la pétitionnaire;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Érection en cité.

1. a) A compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, les habitants et contribuables du territoire de la ville de

Preamble.

WHEREAS the town of Montreal-North has, by its petition, represented:

That its population now exceeds thirty-five thousand (35,000) souls;

That in the interest of its administration, it is necessary to amend its charter, which goes back to the act 5 George V, chapter 108, and was amended by the acts 8 George V, chapter 95; 9 George V, chapter 109; 10 George V, chapter 98; 14 George VI, chapter 107; 1-2 Elizabeth II, chapter 79; 2-3 Elizabeth II, chapter 85; 4-5 Elizabeth II, chapter 91, and 6-7 Elizabeth II, chapter 72;

Whereas until the act of 1957-58, 6-7 Elizabeth II, chapter 72, it was a municipality assisted by the Montreal Metropolitan Commission, and was unable to benefit from the special legislative provisions obtained by other towns;

That among other things the regulations respecting building and zoning made by the said commission, are controversial and not conducive to the progress of the petitioner;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Érection as city.

1. a. From the date of the coming into force of this act, the inhabitants and ratepayers of the territory of the town of

Montréal-Nord et leurs successeurs formeront une corporation de cité connue sous le nom de "La cité de Montréal-Nord" et le mot "ville", partout où il se trouve dans la charte de la ville de Montréal-Nord, est remplacé par le mot "cité";

b) La corporation constituée par la présente loi succédera aux droits, obligations, privilèges, biens, créances et actions de La corporation de la ville de Montréal-Nord;

c) Les officiers et employés municipaux actuels de La corporation de la ville de Montréal-Nord resteront en fonctions jusqu'à leur démission ou leur remplacement par le conseil de la cité de Montréal-Nord, en vertu des dispositions de la présente loi;

d) Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisation, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, faits et consentis par le conseil de la ville de Montréal-Nord continueront d'avoir leurs effets jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, abrogés ou exécutés;

e) Tous les billets, bons, obligations, engagements, titres ou contrats quelconques souscrits, acceptés, endossés, ou consentis par la ville de Montréal-Nord jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront d'avoir leurs effets légaux;

f) Le maire et les échevins de La corporation de la ville de Montréal-Nord au moment de la sanction de la présente loi, ou leurs remplaçants, deviendront le maire et les échevins de la corporation constituée par la présente loi et le terme de la charge du maire et celui des échevins expireront conformément aux dispositions de la charte de la cité.

Montreal-North and their successors shall be a city corporation known as "The city of Montreal-North" and the word "town", wherever it occurs in the charter of the town of Montreal-North, is replaced by the word "city";

b. The corporation hereby constituted shall succeed to the rights, obligations, privileges, property, claims and actions of The corporation of the town of Montreal-North;

c. The present municipal officers and employees of The town corporation of Montreal-North shall remain in office until their resignation or their replacement by the council of the city of Montreal-North, under the provisions of this act;

d. All by-laws, resolutions, minutes, assessment rolls, dues, lists, plans and other municipal deeds and documents whatsoever, made and agreed to by the council of the town of Montreal-North shall remain in force until amended, annulled, repealed or executed;

e. All notes, bonds, debentures, engagements, titles or contracts whatsoever entered into, accepted, endorsed or agreed to by the town of Montreal-North before the coming into force of this act, shall continue to have their legal effect;

f. The mayor and aldermen of The corporation of the town of Montreal-North at the time of the sanction of this act, or their successors, shall become the mayor and aldermen of the corporation hereby constituted and the term of office of the mayor and aldermen shall expire in conformity with the provisions of the charter of the city.

S.R.,
c. 233,
s. 173,
remp.
pour la
cité.

2. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"173. L'élection générale du maire et des échevins de la cité a lieu tous les trois (3) ans le premier lundi juridique de novembre.

La prochaine élection aura lieu le premier lundi juridique de novembre 1960 et le maire et les échevins déjà élus resteront en fonctions, quant au maire, jusqu'à l'assermentation du maire nouvellement

2. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"173. The general election of the mayor and aldermen of the city shall be held every three (3) years on the first juridical Monday of November.

The next election shall be held on the first juridical Monday of November, 1960 and the mayor and aldermen already elected shall remain in office, in the case of the mayor, until the swearing in of

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for city.

Date of
elections.

Date des
élections.

élu, quant aux échevins, jusqu'à l'ouverture de la première séance, générale ou spéciale, du conseil nouvellement élu.

Abrogation.

Les articles 173a et 173b de la Loi des cités et villes sont abrogés pour la cité."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la cité.

Affiches,
etc.

3. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en insérant le paragraphe suivant après le paragraphe 4°:

"4°a Pour réglementer les dimensions, les matériaux et leur distance de la propriété voisine, des affiches, enseignes, placards, panneaux et réclames sur la voie publique et sur la propriété privée, et les prohiber dans les zones résidentielles; excepté les affichages prescrits par les lois fédérales ou provinciales;"

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la cité.

4. Le deuxième alinéa du paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, quant à la cité, en remplaçant le mot "six", dans la trente-deuxième ligne, par le mot "vingt".

Id.,
a. 427,
am. pour
la cité.

5. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 11°a, le paragraphe suivant:

Service
d'enlève-
ment de
la neige.

"11°b Pour effectuer ou concéder le service d'enlèvement de la neige dans les rues et ruelles de la ville et de l'enlèvement et de l'incinération des ordures ménagères dans la municipalité; pour défrayer ce service ou cette concession au moyen d'une taxe sur toute personne possédant à quelque titre que ce soit une maison ou un établissement dans la municipalité, qu'elle profite ou non de ce service; pour prescrire la nature du matériau et les dimensions des réceptacles où doivent être déposées les ordures ménagères et pour interdire à cette fin l'usage de tout réceptacle non construit conformément aux dispositions du règlement. Le taux de la taxe établie à cette fin pourra varier selon la catégorie des personnes ou le genre d'établissement."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la cité.

6. L'article 427 de ladite Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y insérant après le paragraphe 20°, le suivant:

the newly-elected mayor, in the case of the aldermen, until the opening of the first sitting, general or special, of the newly-elected council.

Sections 173a and 173b of the Cities and Towns Act are repealed for the city."

Repeal.

3. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by inserting the following paragraph after paragraph 4:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
city.

"4a. To regulate the dimensions, the materials and the distance from the neighbouring property, of posters, signs, placards, bill-boards and advertisements on the public highway and on private property, and prohibit the same in residential zones; except such notices as prescribed by federal or provincial laws;"

Posters,
etc.

4. The second paragraph of paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing the word "six", in the thirty-second line, by the word "twenty".

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
city.

5. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 11a, the following paragraph:

Id.,
s. 427,
am. for
city.

"11b. To carry out or concede the service of snow removal in the streets and lanes of the city and of the removal and incineration of household garbage within the municipality; to pay for such service or concession by means of a tax on every person possessing, by any title whatsoever, a house or an establishment in the municipality, whether he profits or not by such service; to prescribe the kind of material and the dimensions of the receptacles in which household garbage must be deposited, and to prohibit the use for such purpose of any receptacle not made in accordance with the provisions of the by-law. The rate of the tax established for such purpose may vary according to the categories of persons or the nature of the establishment."

Service
of snow
removal.

6. Section 427 of the said Cities and Towns Act is amended, for the city, by inserting therein after paragraph 20, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
city.

Écuries,
etc.

"20^a Pour prohiber les écuries, étables, basses-cours, porcheries, garennes et fourrières, ou en prescrire les endroits, les distances, les dimensions et les conditions d'entretien, sauf sur les terres en culture et dans les bâtiments qui s'y trouvent;"

"20a. To prohibit stables, cow-sheds, farmyards, piggeries, warrens and pounds, or prescribe the places, distances, dimensions and conditions of maintenance thereof, except on lands under cultivation and in the buildings thereon;"

Stables,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

7. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 1^o, le paragraphe suivant:

7. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 1, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Rues, etc.,
déclarés
publics et
propriété
de la cité.

"1^a Les rues et chemins publics actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité, et tels que la cité a pu ou peut les inscrire au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-aux-Récollets, sont censés publics et municipaux, et propriété de la cité sur toute leur superficie; et toute action contre la cité quant à la propriété du fonds ou de l'assiette du terrain est déclarée éteinte, si elle n'a pas été signifiée et exercée devant les tribunaux compétents dans le délai de douze mois de la date de la sanction de la présente loi.

"1a. The streets and public roads now open for the use of the public within the limits of the city and which the city had or has the right to enter as such on the official plan and book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, shall be deemed to be public and municipal, and to belong to the city for their whole extent; and every action against the city respecting the ownership of the land or roadbed is declared extinguished if it has not been served and exercised before the competent courts within a delay of twelve months from the date of the sanction of this act.

Streets,
etc., de-
clared
public and
property
of city.

Publica-
tion.

La cité devra publier la disposition qui précède durant deux semaines consécutives, une fois dans les trois mois de ce délai, une seconde fois dans les trois mois ultérieurs, dans un journal français et dans un journal anglais publiés dans la cité de Montréal."

The city shall publish the foregoing provision during two consecutive weeks, once within three months of such delay and a second time within the three following months, in a French newspaper and in an English newspaper published in the city of Montreal."

Publica-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

8. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 8^o, par le suivant:

8. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing paragraph 8, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Subdivi-
sions de
lots.

"8^o Pour réglementer la subdivision, l'annulation de subdivision de lots situés dans les limites de la cité; pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivision à l'approbation du conseil quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité."

"8. To regulate the subdivision or cancellation of the subdivision of lots situated within the limits of the city; to compel the proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit such subdivisions whenever the same do not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality."

Subdivi-
sions of
lots.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

9. Le paragraphe 27^b de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

9. Paragraph 27b of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Règlementation des taxis, etc.

"27^b Pour déterminer le nombre maximum des taxis dans la municipalité; limiter le nombre des postes d'autos-taxis et en déterminer l'emplacement et la superficie qu'il s'agisse de postes autorisés sur les terrains privés ou de postes autorisés dans les rues ou places publiques; déterminer le nombre des voitures ayant droit d'occuper une place dans chaque poste; obliger les propriétaires de taxis à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas vingt-cinq (\$25.00) dollars par taxi; obliger tout conducteur de taxi, sauf le propriétaire, à obtenir un permis annuel n'excédant pas cinq (\$5.00) dollars; décréter que tout propriétaire de taxi doit placer son permis dans sa voiture à la vue des voyageurs; exiger qu'une carte d'identité comprenant la photo du propriétaire ou du conducteur ou chauffeur ou de la personne en charge soit aussi placée dans la voiture à la vue des voyageurs; établir un tarif pour l'usage des taxis; autoriser l'inspection des véhicules; décréter l'imposition et l'inspection des taximètres; décréter que tout permis émis en faveur d'un propriétaire de taxi ou d'un chauffeur ou conducteur peut être annulé de façon temporaire ou absolue, en tout temps, en raison d'infractions à la Loi provinciale des véhicules automobiles, aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques, au Code criminel du Canada, de même qu'aux règlements municipaux applicables, et que telle annulation pourra être absolue dans le cas de récidive."

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité.

Nom des rues.

10. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 6°, par le suivant:

"6° Pour donner des noms aux rues, allées et places publiques et pour en changer les noms; le conseil peut néanmoins agir par simple résolution pour ces fins;"

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité.

Circulation détournée.

Stationnement illégal.

11. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 11°, les paragraphes suivants:

"11^a Pour détourner la circulation des rues pendant les travaux de voirie, de déneigement ou d'urgence;

"11^b Pour remorquer tout véhicule stationné en contravention des règlements

"27b. To determine the maximum number of taxis in the municipality; to limit the number of taxi stands and determine the location and area thereof, whether they are authorized stands on private property or authorized stands on public streets or public places; to determine the number of vehicles entitled to park at each stand; to compel taxi owners to obtain from the corporation an annual license not exceeding twenty-five (\$25.00) dollars per taxi; to compel every taxi driver except the owner to obtain an annual license not exceeding five (\$5.00) dollars; to enact that every taxi owner must place his license in his vehicle in sight of the passengers; to require that an identity card bearing the photograph of the owner, driver or chauffeur or of the person in charge be also placed in such vehicle in sight of the passengers; to establish a tariff for taxi service; to authorize the inspection of vehicles; to order the taxation and inspection of taximeters; to order that any permit issued to a taxi owner or chauffeur or driver may be temporarily or permanently revoked, at any time, by reason of offences against the provincial Motor Vehicles Act, the provincial laws respecting alcoholic liquors, the Criminal Code of Canada, as well as against the applicable municipal by-laws, and that such revocation may be permanent in the case of a second offence."

Regulations of taxis, etc.

10. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing paragraph 6, by the following:

"6. To give names to the streets, alleys and public places and to change the same; the council may, nevertheless act by mere resolution for such purpose;"

R.S., c. 233, s. 429, am. for city.

Names to streets.

11. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 11, the following paragraphs:

"11a. To divert street traffic during road works, the removal of snow or in cases of emergency;

"11b. To tow any vehicle parked in contravention of the traffic and parking

R.S., c. 233, s. 429, am. for city.

Traffic diverted.

Illegal parking.

de la circulation et du stationnement ou nuisant aux travaux mentionnés au paragraphe précédent; et au besoin le rendre et entreposer à un garage ou autre endroit aux frais du propriétaire selon le tarif établi par règlement du conseil, pour le cas où le remorquage est effectué par les employés de la cité ou que l'entreposage a lieu dans un immeuble de la cité, ce tarif devant suivre les prix courants; le propriétaire ne pouvant reprendre son véhicule qu'après avoir payé ces frais ou les frais selon le cas du remorquage et entreposage par le garagiste désigné par le conseil."

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la cité.

Nui-
sances.

12. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant:

"1°a Pour déclarer nuisance le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou bâti, d'y laisser pousser des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritiques, papiers ou bouteilles vides; pour prescrire les mesures propres à empêcher ou faire disparaître cette nuisance; et pour imposer des amendes aux contrevenants."

S.R.,
c. 233,
a. 473a,
aj. pour
la cité.

Création
de fonds
industriel
autorisé.

13. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 473, le suivant:

"**473a.** Nonobstant toute disposition législative à ce contraire, la cité est autorisée à créer, par règlement, un fonds industriel d'un montant n'excédant pas cent mille (\$100,000.00) dollars, moyennant toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt. Le conseil de la cité, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, pourra alors contracter un ou des emprunts dont le total n'excédera pas cent mille (\$100,000.00) dollars, pour acquérir, de gré à gré ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou prendre à bail des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles et à consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seraient à l'avantage de toute la population. La cité est autorisée à vendre ou

by-laws or hindering the works mentioned in the preceding paragraph; and if need be to remove the same to and store it in a garage or other place at the expense of the owner according to a tariff established by by-law of the council, when the towing is effected by the employees of the city or when the storage takes place in an immovable belonging to the city, such tariff shall follow the usual prices; and the owner may recover possession of his vehicle only after paying such costs or the cost of towing and storage by the garage-owner designated by the council, as the case may be."

12. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 1, the following:

"1a. To enact that the fact that the owner of a lot, vacant or built upon, allows branches, brush and weeds to grow there, or allows scrap iron, waste matter, rubbish, paper or empty bottles to remain thereon, constitutes a nuisance; to prescribe measures calculated to prevent or remove such nuisance; and to impose fines on offenders."

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
city.

Nui-
sances.

13. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 473, the following:

"**473a.** Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the city is authorized to establish, by by-law, an industrial fund in an amount not exceeding one hundred thousand (\$100,000.00) dollars, subject to all the approvals required by law for loan by-laws. The city council subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, may then contract one or more loans the total of which shall not exceed one hundred thousand (\$100,000.00) dollars, to acquire by agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or lease immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment of industries calculated to benefit the whole population. The city is authorized to sell or lease the said immovable or immovables upon

R.S.,
c. 233,
s. 473a,
added
for city.

Creation
of indus-
trial fund
author-
ized.

à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au prix de revient, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur lesdits emprunts.

Emploi
des
sommes
perçues.

Tout montant provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la cité à ce sujet et au paiement du capital, des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des constructions et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La cité devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions soit garanti par première hypothèque sur les terrains et constructions. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la cité au même titre que les immeubles.

Acquisi-
tion pour
garantir
créance.

Advenant le cas où la cité serait obligée de protéger sa créance, elle pourra recouvrer les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir
d'em-
prunt non
affecté.

Ces emprunts pour les fins du fonds industriel n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la cité pour les fins municipales."

S.R.,
c. 233,
a. 485a,
aj. pour
la cité.

14. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 485, les articles suivants:

Rôle sur
fiches ou
feuilles
mobiles.

"485a. Le conseil de ville pourra ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles à condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales

such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost price and that the rent thereof be not less than the amount representing the service of the debt on the said loans.

Any amount received from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the city in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The city shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings. It may also take security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the city on the same basis as the immovables.

Use of
sums
collected.

If the city should be obliged to protect its claim, it may acquire the immovables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the said loans, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Acquisi-
tion to
protect
claim.

Such loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the city for municipal purposes."

Borrow-
ing power
not af-
fected.

14. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 485, the following sections:

S.R.,
c. 233,
s. 485a,
added
for city.

"485a. The city council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the secretary

Roll on
index-
cards
or loose
leaves.

du secrétaire des estimateurs. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les mêmes initiales.

of the assessors. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made, may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them under the same initials.

Experts
aux esti-
mateurs.

"485b. Le conseil peut, par résolution, adjoindre aux estimateurs des experts, dont il fixe la rétribution, aux fins de conseiller et d'aider ceux-ci à établir, par le recours aux meilleures techniques possibles, la valeur réelle de la propriété taxable de la cité, ou de certaines catégories de telle propriété."

"485b. The council may, by resolution, provide the assessors with experts, and fix their remuneration, with a view of counselling and helping the former to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the city or of certain categories of such property."

Expert
to asse-
sors.

S.R.,
c. 233,
a. 502a,
aj. pour
la cité.

15. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 502, le suivant:

15. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 502, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 502a,
added
for city.

Avis de
départ du
locataire
ou occu-
pant.

"502a. Tout locataire ou occupant doit donner avis écrit au trésorier de la cité, qu'il abandonne ou quitte le local sujet à la taxe de locataire ou d'occupant et à la taxe d'eau; sinon il reste assujéti à leur paiement pour toute l'année courante. S'il donne cet avis, le conseil, sur preuve qu'il a effectivement évacué le local, doit rayer son nom comme locataire ou occupant dudit local et, si un nouveau locataire ou occupant en prend ensuite possession, inscrire le nom de ce dernier, pour avoir effet à compter de cette prise de possession. Celui-ci est dès lors assujéti auxdites taxes pour la proportion de l'année restant à courir; et le locataire ou occupant précédent n'est reponsable que pour la partie de l'année pendant laquelle il a occupé le local, quitte à obtenir de la municipalité le remboursement de ce qu'il a payé au-delà de sa période d'occupation."

"502a. Every tenant or occupant shall give to the treasurer of the city a written notice that he abandons or leaves the premises subject to the tenant's or occupant's tax and to the water-rate; otherwise he shall remain subject to the payment of the same for the whole current year. If he gives such notice the council, upon proof that he has effectively vacated the premises, shall strike out his name as tenant or occupant of the said premises and, if a new tenant or occupant afterwards takes possession thereof, shall enter the name of the latter, to be effective from such taking of possession. The latter is then subject to the said taxes for the remaining portion of the current year; and the former tenant or occupant is liable only for the part of the year during which he occupied the premises, and may obtain from the municipality the reimbursement of what he has paid in excess of his period of occupancy."

Notice of
departure
of tenant
or occu-
pant.

S.R.,
c. 233,
a. 575,
rempl.
pour la
cité.

16. L'article 575 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

16. Section 575 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 575,
replaced
for city.

Vente
des im-
meubles
acquis.

"575. Ces immeubles, ainsi acquis par la municipalité et qui n'ont pas été rachetés, doivent être vendus, soit à l'enchère, soit par vente privée, selon que le conseil le décrète par résolution, dans l'année qui suit l'expiration du délai

"575. Immoveables so purchased by the municipality, which have not been re-deemed, shall be sold, either at auction or at private sale, as the council may order by resolution, within the year next after the expiration of the delay in which er-

Sale of
property
pur-
chased.

pendant lequel le retrait pouvait être exercé. Le ministre des affaires municipales même après ces délais peut cependant accorder ou ratifier de nouveaux délais, à la demande du conseil, pour des raisons qu'il juge satisfaisantes.

Pouvoir
du conseil
de décréter
la
municipa-
lité pro-
priétaire.

Nonobstant ce qui précède, le conseil a et a toujours eu le pouvoir de décréter, par règlement, qu'après l'expiration du délai pour retirer, tels immeubles ainsi acquis demeureront la propriété définitive de la municipalité, pour servir comme parc public, terrain de jeux ou à d'autres fins municipales.

Approba-
tion.

Ce règlement n'aura force et effet qu'après approbation du ministre des affaires municipales."

S.R.,
c. 233,
a. 668,
am. pour
la cité.

17. L'article 668 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le deuxième alinéa, le suivant:

Significa-
tion par
lettre
recom-
mandée.

"Cependant, lorsqu'il s'agit d'une pièce du tribunal ou du greffe municipaux en matière d'infraction à un règlement municipal ou à la Loi des véhicules automobiles, la signification en pourra être remplacée par une lettre recommandée à l'adresse alors donnée par l'accusé ou qu'il a donnée au service des véhicules automobiles du bureau du revenu de la province."

1922 (1),
c. 123,
a. 12, am.

18. L'article 12 de la loi 12 George V, chapitre 123, tel que remplacé par l'article 3 de la loi 13 George V, chapitre 105, est modifié, pour la cité, en remplaçant le dernier aliéna par le suivant:

Convoca-
tion de
l'assem-
blée si la
votation
est de-
mandée.

"Pour constater si les électeurs désirent voter sur le règlement, il sera convoqué, au moins huit (8) jours d'avance, par avis public signé par le greffier, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil, une assemblée publique des électeurs qui, en vertu de la loi qui régit la municipalité intéressée, ont droit de voter sur ce règlement. Cette assemblée sera présidée par le maire, ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des conseillers. Le greffier du conseil agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée. Quarante (40) électeurs présents et habiles à voter sur le règlement pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation. Sur cette demande, le maire,

demption might have been exercised. The Minister of Municipal Affairs may, however, even after such delays, grant or ratify further delays, at the request of the council, for reasons which he deems sufficient.

Notwithstanding the foregoing, the council has and always had the power to order by by-law, that after the expiration of the delay to redeem, such immovables so acquired shall remain the absolute property of the municipality, to be used as a public park or playground or for other municipal purposes.

Such by-law shall have force and effect only after approval by the Minister of Municipal Affairs."

Power of
council
to declare
municipa-
lity
owner.

Approval.

17. Section 668 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after the second paragraph, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 668,
am. for
city.

"However, in the case of a document from the municipal court or the clerk's office respecting an infringement of a municipal by-law or of the Motor Vehicles Act, the service of the same may be replaced by a registered letter sent to the address then given by the accused or which he gave to the Motor Vehicle Service of the Provincial Revenue Office."

Service
by regis-
tered
letter.

18. Section 12 of the act 12 George V, chapter 123, as replaced by section 3 of the act 13 George V, chapter 105, is amended, for the city, by replacing the last paragraph by the following:

1922 (1),
c. 123,
s. 12, am.

"In order to ascertain whether the electors desire to vote on the by-law, there shall be convened, at least eight (8) days in advance, by public notice signed by the clerk, at the place, on the day and at the hour fixed by the council, a public meeting of the electors, who, under the law governing the interested municipality, have the right to vote on this by-law. This meeting shall be presided over by the mayor or the pro-mayor, or, in their absence, by one of the councillors. The clerk of the council shall act as secretary, and shall read and submit the by-law to the meeting. Forty (40) electors present and qualified to vote on the by-law may, but only during one hour from the opening of the meeting, apply for a

Calling of
meeting
if the vote
is asked
for.

ou la personne qui préside devra fixer les jours de la votation. La procédure pour la votation se fera de la manière prévue dans la loi qui régit la municipalité intéressée."

1915,
c. 108,
am.

19. Les articles 5, 6 et 10 à 19 inclusivement de la loi 5 George V, chapitre 108, sont abrogés.

1952-53,
c. 79, a. 4,
ab.

20. L'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 79, tel que modifié par l'article 5 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 85, est abrogé.

Entrée en
vigueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

vote. On this application the mayor, or the person who presides, shall fix the days of voting. The procedure for the voting shall be in the same manner as provided for by the law which governs the interested municipality."

19. Sections 5, 6 and sections 10 to 19 inclusive of the act 5 George V, chapter 108, are repealed.

20. Section 4 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 79, as amended by section 5 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 85, is repealed.

21. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.